



## DECLARATION UNITAIRE SUR LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LE TARN

Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques,

14 emplois supprimés, 12 dans la filière fiscale et 2 dans la filière gestion publique.

Ces suppressions s'ajoutent aux suppressions intervenues ces dernières années.

Depuis 2005, ce ne sont pas moins de 66 emplois qui auront été supprimés aux Finances Publiques dans le Tarn, 43 dans la filière fiscale et 23 dans la filière gestion publique.

Nous sommes venus vous dire aujourd'hui que nous ne participerons pas à la parodie de concertation que constitue la localisation des emplois supprimés.

Nous sommes aussi et surtout venus vous dire notre ras-le-bol face à la destruction du service public et face à l'aggravation de nos conditions de travail.

La destruction du service public c'est bien sûr d'abord les fermetures de services : Brassac, Lautrec, Monestiès, Vielmur, Castelnau de Montmirail, Cuq Toulza, Lisle sur Tarn.... Et vous savez très bien que les fermetures des petites structures vont reprendre dès 2012.

C'est aussi, avec les suppressions d'emplois, la dégradation des services que nous rendons, dans un contexte où nos missions sont de plus en plus complexes.

C'est enfin, de façon plus insidieuse, le transfert au privé, aux frais des usagers, de certaines missions : les plus-values immobilières, la passation de certains actes domaniaux.

Dans la fonction Publique, les suppressions d'emplois sont censées correspondre à des départs à la retraite, 1 emploi supprimé pour 2 départs en retraite selon le gouvernement. Dans son rapport n°2857 sur la DGFIP, l'Assemblée Nationale souligne : « La DGFIP se surpasse encore dans l'application de la règle du non remplacement d'un agent sur deux partant à la retraite. ». Tout cela dans quel but ? Pensez-vous que dans ces conditions, nous allons pouvoir accomplir sereinement nos missions avec un bon niveau de qualité ?

La rapporteur spécial de ce même rapport, indique : « la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Télécom ».

Comment mieux dire que les suppressions d'emplois associées à la pression hiérarchique toujours grandissante sont néfastes pour les conditions de travail au quotidien, entraînent la diminution des possibilités de mutation, les refus de congés, ARTT ou temps partiel, qui s'ajoutent au stress des collègues.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une telle situation dans le département, que plusieurs agents sont dans l'obligation de demander leur mutation car le poste qu'ils occupent est supprimé.

En tant qu'agents des Finances, mais également en tant que citoyens, nous continuerons la lutte contre cette politique de casse du service public par l'asphyxie des services et la privatisation des missions.

Nous nous battons pour l'arrêt des suppressions d'emplois mais aussi la création de nouveaux emplois afin que nous puissions exercer un travail de qualité dans des conditions décentes.

En cautionnant la suppression de 14 nouveaux emplois, vous devez certainement considérer que les emplois concernés sont inutiles pour accomplir nos missions.

Si ce n'est pas le cas, nous attendons que vous condamnerez ces suppressions d'emplois en faisant remonter à la direction générale les dysfonctionnements et les problèmes qu'ils vont générer dans l'exercice de nos missions et dans la gestion des ressources humaines, la dégradation supplémentaire des conditions de travail qu'ils vont développer notamment en terme de mal être au travail.

Une direction responsable est une direction qui assume son rôle de relais dans les deux sens avec la direction générale.

A la logique gouvernementale, nous opposons une logique de définition préalable des besoins réels avant de déterminer le volume des emplois.

Dans le Tarn, nous revendiquons la création des 66 emplois supprimés depuis 2005 et un chiffrage contradictoire des charges actuelles, des besoins des usagers et des moyens en emplois nécessaires pour y faire face.

Albi le 20 janvier 2011